



Patriotisme sanitaire : ces entreprises françaises mobilisées face au Covid



L'industrie française s'est largement mobilisée au printemps pour fournir du matériel sanitaire à un système de santé pris de court. De nombreuses entreprises se sont lancées dans une activité inconnue, sans garantie de profits. Branle-bas de combat. Dans les premiers jours du confinement, l'ampleur de la bataille sanitaire frappe soudain les consciences, en même temps que le manque d'armes pour y faire face. La pénurie de matériel est criante, dans les pharmacies comme dans les hôpitaux. Alors, face à des stocks en berne et à un marché mondial saturé, l'industrie française tente de prendre le relais. Certains acteurs ne vont pas ménager leurs efforts. En quelques semaines, la production de gel hydroalcoolique est plus que décuplée. Jusque-là quasi inexistante, celle de masques textiles est montée jusqu'à « cinq à six millions d'unités par jour » à la fin du mois d'avril, selon Guillaume Gibault, patron du Slip français et ambassadeur de la filière.

Du jour au lendemain, des centaines de sociétés se sont lancées dans une nouvelle activité. « Nous avons d'abord fermé au début du confinement. Puis nous avons vu que tout le monde cherchait des masques et que nous avions l'outil pour en fabriquer » raconte Thomas Bragard, fondateur d'Atelier TB. Créée en 2007, cette PME vosgienne fabrique des tabliers pour l'hôtellerie-restauration. Le jeune patron appelle alors ses couturières, qui acceptent les unes après les autres de reprendre le travail. « Je me suis rapproché de mes fournisseurs, qui m'ont conseillé des tissages bien filtrants », ajoute Thomas Bragard. Commencée le 25 mars, la production est montée jusqu'à 3 000 masques par semaine.

Énormes besoins

D'autres sociétés sont passées des cosmétiques au gel hydroalcoolique. Parmi elles figure Lessonia, une entreprise bretonne de 200 salariés qui conçoit des produits de beauté pour les grandes marques. « Nous avons lancé des essais au tout début du confinement relate Sébastien Guillotin, son directeur général. Nous avons commencé par des petits mélanges, puis nous sommes montés jusqu'à 150 t par semaine en contactant tous nos fournisseurs pour récupérer des citernes d'alcool. Nous nous sommes aussi organisés en trois-huit pour produire vingt-quatre heures sur vingt-quatre. » Avec une adaptation nécessaire : « Nous avons investi énormément sur la sécurité incendie, car nous avons un stock inhabituel de produits inflammables »

Cette industrie de guerre improvisée a fait face à une énorme demande. « Nous n'avons pas beaucoup communiqué, mais le standard croulait quand même sous les appels » décrit Sébastien

Guillot. Les masques de l'Atelier TB se sont également arrachés comme des petits pains : « Nous avons été référencés sur stopcovid19.fr [une plateforme regroupant les fournisseurs] début avril. À partir de là, j'ai perdu l'accès à mon téléphone et à mes mails : je me faisais vraiment harceler » raconte Thomas Bragard.

Certaines entreprises ont fourni en direct des hôpitaux dont les stocks de protections se sont réduits comme peau de chagrin. « Nous avons livré environ 3 000 visières en plastique à des hôpitaux dans notre ville de Salons-en-Provence, à Marseille, à Lyon, et même à Madrid » relate Philippe Véran, PDG de **Biotech Dental**, un fabricant de matériel d'orthodontie. L'entreprise a pour cela reprogrammé ses imprimantes 3D, qui produisent d'ordinaire des gouttières et prothèses dentaires. Le groupe Sphère, leader français des sacs-poubelle et emballages alimentaires, a quant à lui « fabriqué et fourni à prix coûtant 25 millions de surblouses en trois mois à plusieurs hôpitaux – AP-HP, Lille, Nancy, Reims... », explique John Persenda, son PDG. Pour ce faire, ses usines hexagonales ont tourné « sept jours sur sept, le 1^{er} et le 8 mai ».

Absence de l'État

Face au besoin criant de masques, le textile français semble renaître après des décennies de délocalisation. Selon Guillaume Gibault, « 1 400 entreprises ont fabriqué des protections, sur environ 2 000 ateliers en France ». Et environ « 20 000 emplois » ont été créés au plus fort de la crise, précise le PDG du Slip français, alors que 103 000 salariés étaient employés dans le secteur en 2018.

Une partie des achats provient de collectivités territoriales, mais pas de l'État : « À ma connaissance, il n'y a pas eu de commandes de sa part » indique Guillaume Gibault, précisant qu'il n'y a au demeurant « jamais eu de promesses ». À l'inverse, Thomas Bragard affirme que l'exécutif avait manifesté son intérêt. « Nous avons même refusé toutes les commandes pendant trois semaines, parce que les autorités nous l'avaient fortement recommandé pointé le patron de l'Atelier TB. Lors d'une réunion, le préfet des Vosges nous a demandé de stocker parce qu'ils allaient tout reprendre. Au final, l'État n'a pas acheté un seul masque, et on a découvert dans la presse qu'ils en avaient importé 10 millions du Vietnam ». Réalisée en avril et ébruitée au début de juin, la commande « a été dénoncée comme un scandale par beaucoup de sociétés » se souvient Thomas Bragard.

Surplus

D'autant que l'euphorie est vite retombée : la demande s'est dégonflée, et certains ateliers ont vu les surplus s'accumuler. « Ça s'est totalement arrêté début juin, parce que les clients avaient constitué leurs stocks » avance Guillaume Gibault, ajoutant que « le surstock a vite disparu avec le redémarrage de la rentrée ». Mais malgré ce rebond, la production de masques textiles a fortement chuté en quelques mois, et seules « 200 entreprises continuent à en fabriquer en continu » précise-t-il. L'Atelier TB en fait partie, tout en ayant réduit la voilure : « Le prix a vite baissé, alors nous nous sommes focalisés sur des masques sur mesure, avec un logo ou un motif », explique Thomas Bragard, qui a conservé deux des 15 salariés recrutés pendant le confinement. À côté d'une saturation momentanée, les protections en tissu semblent aussi avoir perdu la bataille face à leurs concurrents à usage unique, massivement importés. « On voit bien que la tendance est aux masques jetables » concède Guillaume Gibault.

Face à la concurrence asiatique, la société AppCell avance une idée : un masque jetable produit en France, à un prix compétitif. Cette entreprise a conçu un modèle tout en polyester et sans élastique. Une fois découpé par des machines rotatives, le masque présente des lanières à nouer derrière la nuque. « Avec ce procédé, nous pouvons limiter le coût à 15 centimes l'unité » expose Matthieu Billiard, le fondateur d'AppCell. Une production d'un million de masques par semaine, largement réalisée par recours à la robotique. « Seule la machine permet de tenir tête à la concurrence asiatique. Nous avons tout de même créé une quinzaine d'emplois, avec les sous-traitants », fait-il valoir.